



# uniterre

LE MENSUEL AGRICOLE INDEPENDANT

## Familles paysannes, sympathisants d'Uniterre, venez nombreux pour participer à l'action spectaculaire à Berne le 4 avril



En raison des prix très bas payés aux paysan-ne-s, la situation dans les exploitations est de plus en plus précaire. Beaucoup licencient leurs employés (ouvriers, conjoint-e-s obligé-e-s de travailler ailleurs), stoppent une production, s'endettent, etc. On ne compte plus le nombre de divorces ou de séparations. Pour les producteurs qui s'exposent médiatiquement et ouvertement, les pressions et les contrôles divers s'intensifient. Or, jamais autant, les consommateurs comme les politiques se sont préoccupé de la question alimentaire et du visage de l'agriculture de demain. Au Parlement, les discussions sont animées et on ne compte plus les motions déposées touchant l'agriculture. La nouvelle politique agricole 2014-2017 est en consultation, la problématique laitière montre les limites de vos représentants politiques, du lobbyisme et de vos organisations professionnelles. Les problématiques des importations (cassis de Dijon, hors saison,

socialement non durables, etc.), les agrocarburants, la privatisation des ressources génétiques (semences) et des mélanges phytosanitaires naturels (purin d'ortie par exemple) ainsi que les OGM sont toutes des thématiques qui se trouvent actuellement sur le devant de la scène politique et médiatique.

Parallèlement, des alliances consommateurs-producteurs se renforcent. La majeure partie de nos concitoyens ne souhaite pas votre disparition et demande que vous soyez encore là à l'avenir, bien répartis sur le territoire pour subvenir à leurs besoins alimentaires variés, et que vous préserviez la qualité des ressources naturelles et paysagères. De plus en plus de consommateurs sont également conscients que passablement d'acteurs ne jouent pas le jeu des prix équitables dans les filières alimentaires.

Les familles paysannes et les sympathisants d'Uniterre estiment qu'il est temps de dire merci aux consommateurs et aux citoyens pour leur soutien et leur confiance. Ils estiment aussi important d'apporter et de faire entendre leurs solutions pour résoudre les défis agricoles de demain. Cette solution s'appelle **Souveraineté alimentaire**. Cette revendication n'est pas seulement celle d'Uniterre, mais celle de millions de familles paysannes dans le monde, rassemblées au sein de la Via Campesina et supportées par de nombreuses organisations internationales, ONG et mouvements citoyens. Elle n'a pas été développée ni «inventée» par l'Union Suisse des Paysans ou par quelques partis politiques qui ont simplement suivi le mouvement.

Cette revendication implique notamment des prix équitables, donc en lien avec les coûts de production, pour l'ensemble des produits achetés aux familles paysannes. Afin d'obtenir ce prix et une stabilité de la production pour le lait et les céréales, Uniterre a fait des propositions concrètes, chiffrées et revendique leur mise en application car le temps presse. Cette mise en application ne coûtera rien à la Confédération mais nécessite des appuis politiques. Ces derniers doivent fournir des outils nécessaires afin que les familles paysannes puissent s'organiser, gérer et maîtriser leur production. Beaucoup de familles acceptent d'être dans le marché, pour autant qu'un cadre légal le leur permette. Jusqu'à aujourd'hui Uniterre estime qu'il est totalement absent et que le libre-marché (avec ses forces financières et politiques totalement inégales) règne en maître.

De plus, pour faire vivre, dans les campagnes et dans les villes, les différents points qui définissent la souveraineté alimentaire, Uniterre estime qu'il faudra être plus de paysans et de travailleurs agricoles correctement formés et rémunérés sur les exploitations. A l'avenir, nous devons être plus pour travailler la terre, récolter, transformer, vendre ou négocier nos produits et nous préoccuper des ressources naturelles et paysagères. Nous devons être plus pour assurer les volontés et les attentes de nos concitoyens...

Les libraires ont réussi à obtenir un prix fixé à l'avance du livre, avec la félicitation historique qu'il «va défendre toute la branche du livre: des éditeurs aux lecteurs en passant par les auteurs. Et surtout, assurer des ouvertures prochaines de librairies». Les libraires sont moins nombreux que les paysans, alors pourquoi pas la même chose pour les produits alimentaires...

Venez faire connaître et défendre ces revendications! Rendez-vous à Berne!

Übersetzung [www.uniterre.ch](http://www.uniterre.ch)



**Dossier laitier**

EMB

Page 2



**Vie du syndicat**

L'entretien

Pages 4 et 5



**Energie**

et aménagement

Pages 6 et 7



**Mobilisations**

17 avril 2011

Pages 3 et 8

DOSSIER LAITIER

# Assemblée générale d'EMB à Dublin. Le duo «agence de surveillance et regroupement des producteurs» pour augmenter le prix

Les représentants d'EMB ont posé leur stratégie pour réguler le marché européen. Ils proposent deux volets interdépendants: Le regroupement des producteurs via des organisations bien plus importantes qu'actuellement et une agence de surveillance européenne du marché laitier. Cette dernière aurait pour tâche de faire les calculs des coûts complets, de calculer et de diffuser la fourchette des prix et de déterminer les volumes nécessaires pour à la fois garder un prix équitable et ne pas engorger le marché. Les organisations de producteurs nationales ou transnationales seraient tenues de réguler et d'imposer, en plus ou en moins, les quantités à produire selon les recommandations de l'agence de surveillance. Cette stratégie doit permettre une gestion souple des volumes et d'obtenir un prix du lait équitable.

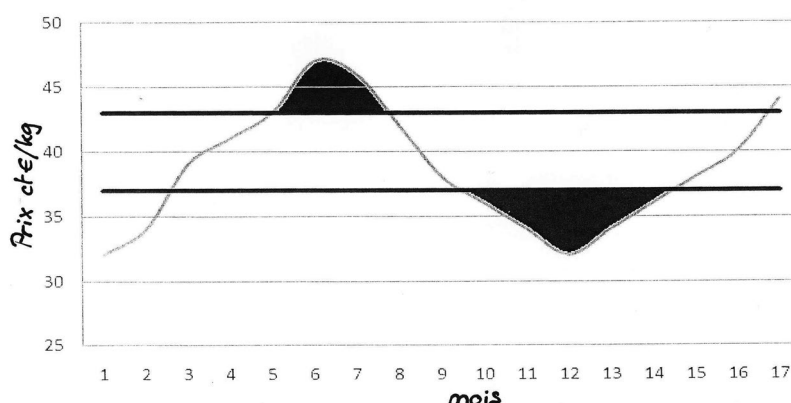
C'est dans cet état d'esprit que les membres d'EMB ont travaillé.

## 30% au lieu de 3.5% du taux de regroupement

Les membres de l'EMB critiquent ouvertement la loi européenne qui limite le regroupement des producteurs à 3,5% des quantités de lait à l'échelon européen et à 33% à l'échelon national. 3.5% des quantités représentent 4.7 milliards de litre de lait. Pour EMB une telle restriction ne tient pas compte des réalités particulières au secteur du lait, étant donné que certaines laiteries dépassent d'ores et déjà les limites de concentration mentionnées. Par exemple ARLA Foods détient 95 % du marché danois (11,7 milliards de litres) et

Friesland Campina détient aujourd'hui 8,8% (8.7 milliards de litres) du marché paneuropéen. Pour la petite histoire, le Milchboard MEG allemand regroupe aujourd'hui 8 milliards de litres et subit des procès. Parallèlement, les industries allemandes Humana et Nordmilch ont décidé de fusionner en février de cette année, avec l'appui des autorités de la

milieux politiques en Europe et dans les états membres doivent tenir compte de cet état de fait s'ils veulent réellement renforcer la position des agriculteurs au sein de la chaîne alimentaire, comme ils l'ont déjà si souvent proclamé», a déclaré R. Schaber devant les médias à la fin de l'AG.



Fourchette des prix de l'agence de surveillance (source: EMB). En noir: intervention

concurrentes allemandes. Le résultat est la constitution du plus grand groupe laitier allemand et le sixième au plan européen, avec 7.5 milliards de kg de lait!

Afin d'avoir un réel pouvoir de décision et de régulation, EMB propose des taux de regroupement des producteurs de 30% par organisation de producteur (Milkboard nationaux). Un tel changement suppose des modifications de la base légale européenne. Le lobbying d'EMB et des producteurs de lait sur le Parlement européen doit faire ce travail. Le BDM allemand est particulièrement offensif et actif sur ce dossier. «Les

## Pour une instance de surveillance

Les producteurs de lait de quatorze pays européens ont reconnu qu'il était impératif d'instituer à l'échelon européen une instance de surveillance qui observe les coûts de production et les prix ainsi que l'offre et la demande. Cette instance imposerait aux organisations de producteurs de gérer les volumes de lait afin de maintenir une moyenne annuelle des prix équitables (voir schéma du corridor des prix). L'idée est d'imposer une baisse de production lorsque les prix baissent et d'augmenter la production lorsque les

prix s'échauffent pour le stabiliser à 40 ct d'euro/kg environ (ou selon les calculs des coûts réels).

Uniterre a indiqué qu'en Suisse, sans force obligatoire, sans objectif de prix et sans mesures contraignantes, il est impossible d'appliquer et faire respecter les actions décidées à l'ensemble des producteurs et des transformateurs du pays. Uniterre a souligné que le travail d'EMB devrait donc se concentrer sur l'attribution par le politique, de la force obligatoire aux producteurs et au système proposé. Uniterre estime que les enjeux du marché laitier sont tels que le monde politique ne peut se dégager de ce dossier et de ses responsabilités. A ce sujet, Uniterre rappelle que sur ce dernier point, à savoir que le marché laitier européen a besoin d'un cadre législatif clair et d'un encadrement politique, des alliances larges avec Via Campesina notamment sont envisageables.

## Remise en question du statut des coopératives laitières européennes

Aujourd'hui, une très grande partie des coopératives opèrent sur les marchés internationaux et délocalisent des secteurs d'activité. Leurs membres, essentiellement des producteurs, n'ont souvent plus d'influence sur leurs stratégies commerciales. Pour cette raison, elles ne doivent plus être considérées comme des organisations de producteurs à part entière en regard du droit européen. Leurs objectifs sont contraires à ceux de la majeure partie des producteurs de lait puisqu'elle souhaite des prix du lait aussi bas que possible.

Nicolas Bezençon

# 4. April: Frühlingserwachen in Bern !

## Wieso nach Bern am 4. April?

Die Milchproduzenten bezahlen immer weiter und mehr, um die Kassen der Verarbeiter und des Handels zu füllen. Die Getreidepreise sind trotz des internationalen Preisanstiegs weiter tief und der Futtergetreideanbau geht stetig zurück. Die Schweiz braucht alle ihre Bauern und Bäuerinnen. Deshalb ruft Uniterre für Anfang April zu einer Aktion in Bern auf!

Diese Aktion hat auch zum Ziel, die Massnahme zur Einigung der Milchproduzenten-einer Mengensteuerung und einer Milchpreiserhöhung-, sowie unseren Vorschlag zu einer attraktiven Getreideproduktion vorzustellen. Wir wollen damit unsere Zukunft, mit klaren gemeinsamen Zielen, wieder in

die Hände nehmen. Wir kämpfen für eine andere Agrarpolitik, die auf der Ernährungssouveränität basiert.

## Ernährungssouveränität...

- ... schafft sinnvolle Arbeitsplätze
- ...reduziert Völkerwanderungen
- ...fördert der Zugang zum Boden für junge BewirtschafterInnen
- ...gibt der bäuerlichen Landwirtschaft (statt industrielle bodenunabhängige Landwirtschaft) den Vorrang
- ...spart fossile Energie
- ...respektiert alle Kulturen
- ...schützt Urwälder
- ...ist sozial, ökologisch und wirtschaftlich nachhaltig
- ...anerkennt Rechte der Frauen
- ...spart Steuergelder
- ...garantiert das Recht sich gegen

Agrarfreihandel zu wehren

... garantiert den Zugang zu Saatgut, sowie die Vermehrung, den Austausch und den Handel mit Saatgut

... garantiert einer gesunde Ernährung und der Transparenz für Konsumentinnen und Konsumenten

...gibt die Möglichkeit Rahmenbedingungen zu schaffen, welche einen transparenten Handel und ein Kräftegleichgewicht möglich machen

...baut Handelsbeziehungen auf, welche kostendeckende Preise möglich machen und faire Löhne im Sektor erlauben

... garantiert der Bevölkerung eine Teilnahme an den politischen Entscheidungen, welche die Ernährung betreffen

...entscheidet, auf alle Exportsubventionen zu verzichten

...gibt das Recht, sich vor billigen Importen zu schützen

Wir gehen auch nach Bern, weil wir genug haben von «M-Dumping» und «Esklave-Garantie»

und weil wir gemeinsam mit der gesamten Bevölkerung, die Verantwortung für unser Zukunft übernehmen wollen.

Also kommt nach Bern, Anfang April. Schaut regelmässig [www.uniterre.ch](http://www.uniterre.ch) damit ihr wisst, wann die Aktion beginnen wird.

Uniterre

**Voir notre communiqué de presse du 22 mars concernant les récentes décisions de l'Interprofession du lait: de la «comm» rien d'autre! [www.uniterre.ch/Actualites/communiqués.html](http://www.uniterre.ch/Actualites/communiqués.html)**

DROITS DES PAYSANS

# Une délégation paysanne «investit» le Conseil des Droits de l'Homme!

La Via Campesina a de la suite dans les idées! Voici maintenant dix ans qu'elle a amorcé un processus pour faire reconnaître les droits des paysannes et des paysans. Il a d'abord fallu convaincre au sein même du mouvement de l'utilité des mécanismes internationaux existant notamment au sein de l'ONU. Cet accord ayant été obtenu en 2008 avec, à l'appui, une «déclaration des paysannes et des paysans» rédigée par La Via Campesina, il s'est agi de pénétrer dans l'antre des Nations Unies.

Pendant cinq jours, une riche délégation de La Via Campesina était présente à Genève pour promouvoir le principe d'une Convention sur les droits des paysans, outil juridique contraignant dans le droit international, auquel les États seraient soumis. Javier Sanchez de la COAG-Espagne, Yolanda Areas Blass de l'ATC du Nicaragua, Mohammed Ikhwan du SPI d'Indonésie et Renaldo Joao Chingore de l'UNAC du Mozambique étaient là pour prouver que les violations des droits des paysans étaient malheureusement universelles; elles touchaient tant les paysans du sud que du nord. Au cœur des enjeux se trouvaient l'accès à la terre ou aux semences, le droit à des prix équitables ou encore la liberté syndicale. Leur travail consistait à rencontrer un maximum d'Ambassadeurs des 47 États membres du Conseil des Droits de l'Homme afin de les convaincre de la nécessité de créer un instrument juridique international unique pour défendre les producteurs de denrées alimentaires (paysans, sans terre, pêcheurs, éleveurs nomades, etc.). Au préalable les organisations nationales, dont Uniterre, s'étaient déjà adressées à leurs États pour qu'ils soient sensibles à cette cause. Une soirée publique a également permis à la population genevoise de prendre connaissance des réalités du terrain. En voici quelques reflets.



de g. à dr., J. Sanchez, Y. Areas Blass, M. Özden et R. J. Chingore

## Riches témoignage du terrain

Renaldo Joao Chingore s'est dit particulièrement préoccupé par la question de l'accès à la terre, notamment depuis que le phénomène de l'accaparement des terres s'est généralisé. Comme beaucoup d'autres pays d'Afrique, le Mozambique, après l'indépendance, est passé par une période socialiste où les paysans étaient protégés et encouragés à produire. Une loi foncière protégeait les petits paysans; chose plutôt rare en

Afrique. La terre appartenait à l'État, mais celui-ci était tenu de garantir son usage aux petits paysans. Pour chaque achat de terre, les communautés locales devaient être consultées. Mais lorsque l'économie de marché s'est imposée au Mozambique, les investisseurs étrangers se sont fait toujours plus «agressifs» et le gouvernement a lâché prise sur les aspects fonciers. Bien que la loi existe toujours, certains membres du gouvernement ont facilité l'achat de terres par des investisseurs étrangers. Les petits paysans perdent alors l'usage de la terre, voire même le droit d'y accéder pour procéder à des cérémonies traditionnelles. Les monocultures qui s'implantent peu à peu provoquent leurs lots de pollution et de gaspillage de ressources naturelles telle que l'eau. Sous le couvert de «reboisement», ce sont des monocultures d'eucalyptus qui sont par exemple plantées à large échelle. Les paysans se retrouvent à cultiver pour l'exportation plutôt que produire pour leur souveraineté alimentaire; le pays devient toujours plus dépendant de l'extérieur pour son alimentation. L'adoption d'une Convention sur les droits des paysans, estime Renaldo, leur permettrait d'avoir les coudées franches pour produire comme ils le souhaitent.

Yolanda Areas Blass relève également les enjeux de la lutte pour l'accès à la terre en Amérique centrale. Au Nicaragua par exemple, les années 80 ont vu la redistribution d'une partie des terres. Et même si tout n'a pas été obtenu, des progrès ont été enregistrés. Dans les années 90, le pays a assisté à une contre-réforme agraire, les terres étant bradées par les paysans qui n'arrivaient plus à vivre de leur métier en raison de la libéralisation des marchés. Des ministres se sont alors improvisés propriétaires de terres. Une des faiblesses de la réforme agraire des années 80, c'est qu'elle n'avait pas produit des titres de propriétés juridiquement valables. Ce qui a largement facilité la contre-réforme. Au Nicaragua encore, un travail est en cours avec le gouvernement pour faire avancer la reconnaissance de la souveraineté alimentaire au niveau législatif.

Au Honduras comme au Guatemala, la situation est bien plus difficile: les conflits fonciers mènent souvent à mort d'homme. La police ou les milices privées persécutent les paysans. L'État utilise souvent les lois anti-terroristes pour criminaliser les mouvements paysans.

Si l'on n'assiste pas à des massacres systématiques à large échelle, on peut par contre identifier une pratique récurrente d'assassinats de leaders paysans. La population d'Amérique centrale subit un climat de violence lié au narcotrafic, aux luttes de clans et aux conflits fonciers qui souvent s'entremêlent. A cela s'ajoute l'agressivité des multinationales qui occupent le terrain et obtiennent des concessions notamment pour l'extraction de ressources naturelles et minières. C'est le cas au Costa Rica où les multinationales ont les faveurs du gouvernement. Les mouvements paysans cherchent à créer des liens de solidarité au sein de la société mais aussi au niveau international pour mettre fin aux persécutions.

Javier Sanchez rappelle pour sa part une réalité: donner les droits aux paysans, c'est aller dans le sens de la lutte contre la pauvreté et la faim. C'est vouloir renforcer le droit des peuples et des gouvernements à produire leur propre alimentation. Il faut rappeler que 45% de la population mondiale est rurale et que 50% de celle-ci souffre de la faim alors qu'elle produit 70% des denrées alimentaires. Faire reconnaître nos droits est une bataille conjointe menée par le nord et le sud. Il faut être conscient que l'accès à la terre n'est pas une réalité au nord non plus; preuve en est que seul 6% des agriculteurs ont moins de 35 ans dans l'Union européenne! Ceci en raison du manque de terres disponibles (trop chères ou accaparées par les grandes exploitations) et de crédits en faveur de l'agriculture paysanne. L'agriculture paysanne européenne se meurt au sens propre et au figuré puisque le taux de suicide dans le monde paysan européen est très élevé. En France par exemple, plus d'un paysan par jour se suicide (entre 400 et 600 par an suivant les sources).

Javier prend pour exemple sa propre situation et estime que ses droits sont violés lorsqu'il ne peut plus produire du maïs garanti sans OGM dans sa région d'Aragon puisque ses voisins cultivent des OGM et contaminent ses champs. La région d'Aragon produit 50% des OGM européens. A cela s'ajoute que les industries semencières essaient par tous les moyens d'empêcher les paysans de cultiver ou commercialiser leurs propres semences en introduisant des brevets ou des certificats d'obtention végétale.

Le droit d'obtenir des prix justes

pour nos produits nous est également nié. La dérégulation des marchés et la libéralisation que nous subissons depuis une dizaine d'années en sont la cause. Il ne s'agit pas d'avoir des prix étatisés mais de remettre au goût du jour des politiques publiques qui régulent les marchés et rééquilibrent les forces en présence. Il faut gérer les quantités, avoir une protection aux frontières contre le dumping afin de réaliser de prix justes. L'élaboration d'une Convention est un pas supplémentaire, c'est une certaine garantie juridique et une caution politique aux causes que nous défendons. Les alliances fortes que nous avons développées depuis 15 ans permettent d'espérer. Par ce travail au Conseil des Droits de l'Homme comme à la FAO, il s'agit également, selon Javier, de créer un contre pouvoir au FMI, à la banque mondiale, à l'OMC ou à des organes tels que l'UPOV (union internationale pour la protection des obtentions végétales). Si les gouvernements occidentaux ne sont pas encore trop enclins à soutenir un tel processus de Convention pour les droits des paysans, c'est peut être que celui-ci reconnaît le fait qu'ici aussi, des violations des droits paysans sont perpétrés. Et ceci va à l'encontre du discours qu'ils ont toujours tenu: «c'est un problème du sud».

Valentina Hemmeler Maïga

## Coup d'humeur

La non couverture médiatique de la présence d'une délégation paysanne au Conseil des droits de l'homme par certains journaux agricoles (à l'exception du Schweizerbauer) est plus que regrettable alors que ces médias avaient été avertis personnellement puis par un communiqué de presse général bien à l'avance. Il est difficilement concevable que des médias agricoles passent sous silence l'enjeu d'une possible Convention sur les droits des paysans. La Via Campesina lutte au sein de l'ONU pour l'ensemble de l'agriculture paysanne mondiale afin que ses droits soient reconnus par les États. L'establishment agricole semble préférer relater les incidents émaillant les manifestations internationales contre l'OMC par exemple en se félicitant de ne pas y avoir participé plutôt que de reconnaître le travail de longue haleine fourni par les paysans du nord et du sud. Espérons que les lecteurs ne soient pas dupes.

VIE DU SYNDICAT

# Entretien avec Jean-Philippe et Aline Franel, présidents successifs à la section Uniterre Neuchâtel

Il faut grimper par une petite route au dessus du village de Travers pour atteindre la ferme Le Crépont, qui domine le Val de Travers à 850m. Dès qu'on y entre, on est touché par la complicité du couple, par le partage des décisions et des visions concernant leur exploitation. Durant toute la discussion, l'un et l'autre rebondissent sur les propos de son conjoint. Jean-Philippe, 35 ans, a été président de la section neuchâteloise de 2001 à 2009 et Aline, 27 ans, de 2009, date de l'arrêt de leur production laitière jusqu'en février de cette année. Ils quittent leur comité cantonal parce qu'ils arrêtent momentanément leur exploitation. Nous rendons hommage à leur immense engagement pour Uniterre et à leur travail acharné et leur témoignons notre soutien.



La ferme familiale des Franel au dessus de Travers (NE).

## Jean-Philippe et Aline, parlez-nous de vous et de votre exploitation

Jean-Philippe: Je suis la 5ème génération qui exploite cette ferme de 30 ha dont 10 ha sont des pâturages en zone montagne II. Nous avons coulé 120'000 kg de lait par an et toujours produit environ 2 ha de maïs et 1-2 ha de céréales fourragères, le reste est de l'affouragement grossier pour nos vaches laitières, des tachetées rouges. J'y ai fait mon apprentissage en 1992, me suis associé à mon père en 2001 et l'ai reprise début 2009. En été 2009, nous avons vendu nos 26 vaches laitières et arrêté le lait. Nous avons gardé nos veaux et génisses croisés avec du piémontais pour la viande et pris des génisses en pension.

Aline: Je suis fille de paysan dans la Sarine fribourgeoise. Mon père a une exploitation laitière de 20 ha qui coule 200'000 kg de lait de fromagerie. Fille unique, passionnée par les animaux, j'ai hésité à faire l'apprentissage d'agricultrice, d'écuycère ou aide-vétérinaire. Ma mère professeure m'a plutôt encouragée à faire des études, je suis d'abord partie une année en internat en suisse alémanique, ai fait une année d'école de laborantine et terminé une formation commerciale. En venant m'installer à Travers, j'ai d'abord ouvert un magasin d'articles d'équitation puis travaillé à 50%, ce qui m'a bien intégrée dans

la région du Val de Travers. Depuis 2009, je m'occupe seule des vaches, des deux chevaux et de nos chèvres naines. J'ai aussi 9 chiens husky que j'entraîne pour les courses de traîneau, mon autre passion.



Aline et Taïco, un de ses chiens de tête pour son attelage à 6 husky.

## Les politiques agricoles ont beaucoup évolué, comment ont-elles affecté l'exploitation familiale?

Jean-Philippe: Mon père coulait 70'000 kg de lait. Dès 1989, il a entrepris de gros travaux de rénovation et modernisation. Ma mère travaillait alors à l'extérieur car les intérêts des investissements étaient énormes. 2001 a été un grand tournant: afin de pouvoir m'associer à mon père, nous avons loué 16 ha et porté notre exploitation à 46 ha avec 120'000 kg de lait. Nous n'avons pas eu besoin de faire de nouveaux investissements importants, mais malgré tout, nous

nous sommes vite rendus compte que les charges élevées et le prix du lait en chute libre ne permettaient pas de faire vivre correctement deux familles. Avec les sécheresses de 2003 et 2005, nous avons dû acheter du fourrage pour nos vaches et cela a déjà porté un coup à l'exploitation. A la fin de notre bail de location, la propriétaire voulait vendre. Mon père arrivant à l'âge de la retraite, j'ai repris l'exploitation de base de 22 ha avec l'entier des quotas laitiers, qui ne suivent plus les mouvements de terre. Après six mois, Aline a perdu son travail à l'extérieur et ce fut un élément déclencheur. Avec un prix du lait en dessous de 60 cts., seul un salaire extérieur pouvait combler les trous de l'exploitation. C'est une situation que nous refusions, et nous avons voulu être cohérents avec nos choix de défense professionnelle: nous ne voulions et ne pouvions pas couler du lait à moins de 60cts. Nous avons suivi cette ligne de conduite et le fait d'avoir pu dire à notre acheteur de lait, Milco, «non, à ce prix là, je ne peux plus te livrer» est la seule fierté que nous retirons de notre arrêt de production. Nous avons donc vendu 26 vaches laitières en juillet 2009.

Aline: Ce fut un des moments les plus difficiles de notre vie, pour les deux. Avoir dû lâcher la production laitière à été le plus dur. Ce n'était pas un choix, nous avons pris cette décision car le système laitier nous l'a imposé. Ce sont les politiques agricoles et la dérégulation du marché laitier qui en sont responsables et non une mauvaise gestion. Nous ne voulions pas que mon beau-père à la retraite s'occupe des vaches et que nos salaires fassent tourner la ferme, comme c'est malheureusement le cas dans pas mal d'exploitations.

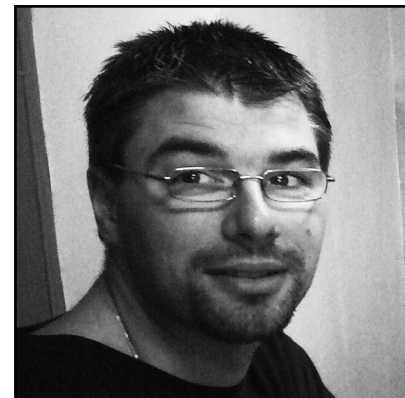
## Quelle est votre situation actuellement?

Jean-Philippe: Déjà avant d'arrêter la production laitière, j'avais commencé à croiser mes tachetées rouges à du piémontais pour constituer un cheptel de vaches allaitantes à partir de nos bêtes qui étaient calmes, dans l'optique de développer la vente directe de viande. Nous espérions continuer ainsi en travaillant à temps partiel sur

l'exploitation. En dix-huit mois, avec mes horaires difficiles de chauffeur poids lourd, je cumule une charge de travail énorme.

Aline: Seule dans l'exploitation, je ne peux assumer l'entier du travail agricole, notamment l'entretien du domaine. Notre qualité de vie s'est dégradée. Aujourd'hui même, nos 4 dernières vaches partent. Nous ne gardons que 3 vaches allaitantes.

Jean-Philippe: Nous avons donc décidé d'arrêter momentanément d'exploiter et de louer notre domaine à mon meilleur ami qui a une ferme à 8 km d'ici. C'est une période de transition pour reprendre de l'oxygène avant de repartir.



## Quels sont vos prochains défis?

Aline: Nous avons plusieurs pistes potentielles, mais toutes sont dans l'agriculture! Mon papa aimerait pouvoir nous remettre son exploitation à Fribourg d'ici quelques années. Jean-Philippe devrait alors accepter de se déraciner... c'est une possibilité, mais comme je suis attachée à notre ferme de Travers, nous songeons également à développer la vente directe en collaboration avec d'autres paysans.

Jean-Philippe: Je suis épaté comme Aline s'est intégrée à Travers, et aussi comme paysanne! Notre idéal serait de pouvoir exploiter tous les deux, en complémentarité.

**Jean-Philippe, tu es à Uniterre depuis de nombreuses années et tu as notamment beaucoup dynamisé la section depuis les fameux blocages de la Chaux-de-Fonds en 2001. Aline, tu as été très active lors de la grève du**

ENTRETIEN (SUITE)



lait et t'es battue pour avoir plus de reconnaissance de la part de la Chambre neuchâteloise de l'agriculture. Que retirez-vous votre engagement dans la défense professionnelle à Uniterre?

Jean-Philippe: notre engagement familial à Uniterre est fortement ancré : alors que mon grand-père était à l'UPS «parce que le prix du lait ne montait pas assez vite», je me suis engagé à Uniterre «parce que le prix du lait descend trop vite»... Mon père allait déjà au comité directeur, je l'ai accompagné dès mon apprentissage, j'y vais donc depuis 20 ans. Cet engagement m'a renforcé dans la notion de solidarité et de partage entre les agriculteurs. Malheureusement, tous n'y sont pas prêts et dans notre région notamment.

Aline: C'est cette solidarité qui m'avait poussée à continuer à défendre nos collègues producteurs de lait alors que nous arrêtions nous-mêmes la production laitière. Nous pensions au contraire avoir plus de temps disponible pour les soutenir. Nous avons été déçus par le comportement de quelques uns qui ne nous trouvaient plus légitimes pour les défendre. Si je suis démissionnaire de la présidence de la section neuchâteloise, nous restons bien entendu membres d'Uniterre. Le syndicat a en outre contribué à ce que je me sente pleinement paysanne et m'a apporté cet esprit de combativité. J'ai encore plus envie aujourd'hui de reprendre une formation agricole!

Comment voyez-vous l'agriculture dans dix ans?

Le salut de l'agriculture suisse devra passer par une remise à sa juste place de la grande distribution, une place de coopérative à coté d'autres canaux de distribution. La vente directe a une carte à jouer. Il est impératif que les prix à la production remontent, car il va se poser de plus en plus le problème dans la prochaine décennie de la reprise

d'exploitations qui ont suivi les recommandations de s'agrandir et beaucoup investir, notamment dans des salles de traite robotisées, qui sont justes viables, mais dont la transmission sera rendue difficile pour un jeune dû à l'élévation des charges lors de la reprise. Le problème de la reprise d'exploitations en association pour un seul repreneur présentera les mêmes difficultés.

Un regret?



Hisis, une génisse issue du croisement de tachetée rouge et de piémontais, née sur l'exploitation.

Jean-Philippe: De ne plus être paysan. Avec du recul, le choix de 2001 était le mauvais. Nous avons suivi les recommandations de l'OFAG en modernisant et nous agrandissant, mais cela a engendré des charges de plus en plus élevées. Je pense qu'on serait encore là si on ne s'était pas agrandi!

Aline: je regrette que les politiciens utilisent les paysans pour leur carrière politique. Ils se croient légitimes de représenter les 60'000 exploitations agricoles de la Suisse, mais sont complètement déconnectés de la réalité paysanne. La politique agricole suisse a 15 ans de retard par rapport à celle du Canada, qui a su prendre un tournant important en favorisant l'installation de petites fermes en prêtant des quotas. Pour y arriver, les paysans ont bataillé et déposé des cadavres d'animaux devant

le Parlement d'Ottawa. La Suisse devrait prendre exemple sur le seul pays où le système laitier est fiable.

Un souhait?

Jean-Philippe: Être de nouveau paysan, dans un contexte agricole dans lequel on puisse avoir un revenu et une qualité de vie corrects.

Aline: J'aimerais que nos organisations reconnaissent le travail de terrain qu'Uniterre fait et que les paysans ne se cachent pas pour mourir, mais qu'ils prennent un peu de temps pour se battre. Car être paysan, c'est nourrir les gens. C'est un métier noble dont il faut être fier.

Propos recueillis par Anne Gueye-Girardet

Traduction en allemand sur notre site

La section Uniterre-Neuchâtel en bref

La section neuchâteloise comprend actuellement 130 membres, principalement des producteurs de lait d'industrie ou de fromagerie. La Chaux de Fonds est historiquement un bastion de producteurs de lait d'industrie livrant à Elsa. Un travail de longue haleine à la section a consisté et consiste toujours à développer la solidarité entre producteurs, à dépasser les intérêts propres d'une partie des producteurs de lait.

Les faits les plus marquants à la section sont certainement les blocages de Coop et Migros à la Chaux-de-Fonds et Marin pendant 4 jours et 4 nuits en novembre 2001 et l'action durant la révolte paysanne à la Chaux-de-Fonds en septembre 2009, qui a mobilisé plus de 120 tracteurs et 180 personnes. La section s'est beaucoup développée après les blocages de 2001, peu après l'arrivée de Jean Philippe Franel à sa présidence.

La section organise régulièrement des débats publics et des marchés et collabore avec la section jurassienne. Les ventes de lait ont permis de créer un lien avec le consommateur et de prendre conscience de leur soutien.

Depuis le 21 février 2011, le nouveau président de la section est Philippe Reichenbach. Les défis sont nombreux et une priorité sera de s'atteler à élargir le nombre de membres.

Contacts:

Philippe Reichenbach,  
032 968 49 69 ou  
philippe.reichenbach@sunrise.ch  
ou neuchatel@uniterre.ch

22-23 mars 2011, actions coordonnées dans 15 villes de Suisse contre les importations de la misère



Les divers scandales européens – dont Almeria, El Ejido, Huelva en Espagne et Rosarno en Italie sont des exemples choquants – ont dévoilé les véritables problèmes sociaux et écologiques de ce type de production: les conditions d'exploitation de ces saisonniers-ères migrant-e-s relèvent d'une précarité intolérable avec 14 heures de travail quotidien, des salaires de misère pouvant descendre à 20 Euros la journée, logements de fortune insalubres... Par ailleurs, l'impact environnemental de ce type de production est également catastrophique: menace de désertification due à une irrigation par pompage sans limitation, traitement chimique à outrance. Pourtant, les grands distributeurs suisses continuent d'importer des denrées alimentaires produites dans ces conditions sociales et écologiques inacceptables en se cachant derrière la mise en place de labels et de chartes alimentaires douteux. Pour dénoncer cet état de fait et soutenir 5 initiatives cantonales qui ont été acceptées en décembre dernier au Conseil national et qui passeront au Conseil des États prochainement, la plateforme pour une agriculture socialement durable, les Verts et les Jeunes Verts se sont mobilisés dans plus de 15 villes de Suisse! Ces initiatives demandent d'interdire l'importation de denrées alimentaires produites dans des conditions sociales et écologiques inadmissibles.

**Metrabol**

Bolus après-vélage  
Nettoyage et tonus

**Taritral**

TARIR avec la nature  
sans antibiotique

**Ovulitral**

Le geste  
FERTILITÉ

LGC SA  
1627 Vaulruz

www.altagenetics.ch 026 913 79 84

POLITIQUE ÉNERGÉTIQUE

# La souveraineté énergétique va de pair avec la souveraineté alimentaire

La Suisse est sur le point d'introduire la notion de souveraineté alimentaire dans la loi sur l'agriculture, qui priorise une production agricole locale et durable, encourage l'autonomie et la transparence tout au long de la filière alimentaire. Qu'en est-il de la filière énergétique?



Installation de panneaux solaires sur un bâtiment agricole. Photo Solstis SA

Doris Leuthard vient d'annoncer le gel des dossiers sur la construction de nouvelles centrales nucléaires suite à l'accident nucléaire au Japon. Qu'en sera-t-il du dossier nucléaire après les élections? Le lobby de l'électricité, qui a ses entrées au palais fédéral (les patrons des trois grandes entreprises APIC, AXFO et FMB sont tous trois au comité de l'influente «économiesuisse» et certains responsables politiques siègent dans les conseils d'administration des dites entreprises<sup>1</sup>) reviendra-t-il à la charge, en continuant à tronquer le débat énergétique à coup de millions et à mettre en avant une prochaine pénurie d'énergie? Ou est-ce une chance pour aborder les réels enjeux énergétiques? Outre les enjeux d'un approvisionnement suffisant et de la sécurité des installations nucléaires et sites d'entreposage des déchets radioactifs, le débat doit surtout aborder la question de comment fournir à la population suisse un service énergétique durable. Pour cela, il manque de politiques publiques d'approvisionnement, de distribution et d'efficacité énergétique cohérentes<sup>2</sup>.



Une ferme à Mont-Soleil affiche clairement son opposition au nucléaire

La filière nucléaire repose sur un système centralisé à l'extrême: un investissement massif (une seule centrale coûterait 1 milliard de CHF) et peu de main d'oeuvre (peu d'emplois perma-

nents, quatre fois moins que l'éolien pour une même capacité d'énergie produite et peu d'emplois de proximité puisque les emplois dans le nucléaire sont très spécialisés<sup>3</sup>). L'uranium est importé de pays où son extraction minière est pratiquée dans des conditions sociales et environnementales inacceptables et a spolié les peuples autochtones et paysans de leurs terres. Uniterre estime qu'il faudra tourner le dos à ce type d'énergie.

Créons des emplois en produisant de l'énergie! Produisons de façon décentralisée. Le solaire photovoltaïque, le biogaz, le bois, l'éolien de petite taille et les microcentrales hydrauliques créent bien davantage d'emplois de proximité et ne font pas concurrence à des terres utilisées pour la production alimentaire comme la production d'agrocarburants.

Les paysans suisses peuvent jouer un rôle important dans cette production d'énergie décentralisée et renouvelable. Le solaire photovoltaïque sur les toitures des fermes et hangars agricoles, la production de biogaz avec le lisier de ferme, la mise en valeur du bois, notamment en pellets -les paysans sont souvent propriétaires de forêts- et des petites unités éoliennes peuvent créer des emplois supplémentaires dans les exploitations agricoles, contribuer au maintien des exploitations et redynamiser les zones rurales.

Toutefois, la production de biogaz nécessite des compétences spécialisées, un investissement important et des collaborations avec une entreprise ou une commune. Il faut en effet une taille minimale et ajouter au lisier des co-substrats provenant de déchets verts de ville, des déchets alimentaires ou industriels, comme la glycérine pour obtenir des bons rendements. Et là, Jérôme Faessler<sup>4</sup> nous met en garde: «il

faut faire attention à ne pas tomber dans le piège, à l'exemple de Allemagne, où du maïs est produit uniquement pour alimenter des biodigesteurs et augmenter leurs rendements énergétiques. Ce serait alors de la concurrence à la production alimentaire, comme tout agrocarburant».

Alors que les coûts de production de l'énergie solaire deviennent égaux à ceux de l'énergie nucléaire, l'entreprise suisse Mégasol a annoncé que le solaire en Suisse pourrait remplacer une nouvelle centrale<sup>5</sup>. Pourtant, l'essor se perçoit difficilement. Les faibles moyens octroyés au photovoltaïque par le système de rétribution à prix coûtant, avec plus de 5'000 projets déposés sur liste d'attente et quatre ans de délais pour des nouveaux projets<sup>6</sup>, sont un blocage. Ces plafonnements doivent être supprimés et le réseau d'approvisionnement rénové pour favoriser l'injection d'énergie renouvelable décentralisée. Quant au potentiel des microcentrales hydrauliques, il est peu médiatisé et pourtant, rien que celui du canton de Vaud permettrait d'alimenter l'équivalent de 50'000 ménages, sans émissions de CO<sub>2</sub><sup>7</sup>. Alors que les deux Chambres fédérales se sont fixé pour objectif de réduire d'ici à 2020 les émissions de CO<sub>2</sub> de 20% par rapport à celles de 1990, et que «l'initiative pour un climat sain» réclame 30% de réduction, il faut absolument mettre en œuvre chaque contribution à notre souveraineté énergétique.

Uniterre est en faveur de la souveraineté énergétique. Elle ne signifie pas un autoapprovisionnement en énergie, elle donne la priorité à une production énergétique de proximité, durable, transparente et génératrice d'emplois. Elle garantit l'implication de la population dans les choix de politique énergétique et favorise l'accès aux crédits pour une

production décentralisée. Une politique basée sur la souveraineté alimentaire permettrait en outre des économies substantielles d'énergie par rapport à l'agriculture industrielle basée sur le marché mondial (l'énergie grise de la fabrication/transport des fourrages concentrés, engrais et pesticides est considérable).

Construire un mouvement commun pour la souveraineté alimentaire et la souveraineté énergétique découle du bon sens, d'une vision globale. Il serait en effet incohérent de promouvoir la souveraineté alimentaire et d'avoir une politique énergétique basée sur l'énergie nucléaire et les agrocarburants.

Anne Gueye-Girardet

<sup>1</sup> Le Temps du 9 octobre 2010: le lobby de l'électricité fait tout pour empêcher le développement des énergies renouvelables, interview de P. Pauli.

<sup>2</sup> Également revendiqué par F. de Mora, 2009: Gouverner au 21ème siècle made in Switzerland, élections au Conseil Fédéral: pas un show électoral, Ed. Le Doubs. et par Greenpeace: communiqué de presse du 14.02.2011

<sup>3</sup> Bonduelle, A. et Lefèvre, M., 2003: Eole et Pluton. Etude détente pour Greenpeace.

<sup>4</sup> Faessler, J., 2010: projet VIRAGE, rapport IV et V. Cueurpe-UNIGE.

<sup>5</sup> Le Temps du 31 janvier 2011: Energie: la provocation d'un surdoudé. De J.-Cl. Pécelet. ET J. O. Blackburn and S. Cunningham, 2010: Solar and Nuclear Costs — The Historic Crossover. Solar Energy is Now the Better Buy. NC WARN (Waste Awareness & Reduction Network)

<sup>6</sup> Office fédéral de l'énergie (OFEN): Communiqué de presse du 18 juin 2010.

<sup>7</sup> 24Heures du 7 mars 2011: L'eau, une énergie silencieuse, de P. Blanchard.

uniterre.ch/Dossiers/ClimatEnergie



Biodigesteur pour la production de biogaz à partir de lisier de ferme. Photo S. Boéchat

AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

# De la terre et de l'usage qui en est fait

Tout récemment, la Conseillère fédérale Doris Leuthard, fraîchement chargée du département fédéral de l'environnement, des transports, de l'énergie et des communications, a révélé au public la stupéfiante nouvelle par elle découverte «... qu'en Suisse et à chaque seconde qui passe un mètre carré de bonne terre agricole disparaît irrémédiablement sous le béton et le bitume». Un scoop, quasiment ... sauf que ce cri d'alarme avait déjà été lancé par d'autres, il y a plus de trente ans de cela. Sans beaucoup d'effet, à vrai dire. Or entre temps, selon l'Office fédéral de la statistique, la perte de terres agricoles suisses s'est encore accentuée et a passé à 1,3 mètre carré par seconde. Cela représente 11 hectares pour une seule journée, ou l'équivalent du lac de Biemme en une année...

Mais ce qui se passe en Suisse a lieu partout ailleurs dans le monde. Pourtant le nombre de bouches à nourrir ne cesse de grandir. Et ce qui est particulièrement grave est le fait que ce sont les meilleures terres agricoles qui disparaissent ainsi pour toujours. Car – et il n'est pas inutile de le rappeler – par l'effet de l'érosion, les particules les plus fertiles du sol se déposent dans les plaines où, bien entendu se trouvent aussi les conditions de vie les meilleures pour l'être humain, pour y vivre, travailler, habiter et communiquer. La compétition pour la maîtrise du sol ne peut que s'accroître.

La finitude du globe terrestre est une donne qui n'échappe bien sûr pas aux pays à forte croissance démographique et économique. Leur propre agriculture n'arrivant pas à assurer à long terme les besoins en nourriture de leur population, ils s'empressent, préventivement, de trouver des terres ailleurs. Puis ils s'en

rendent maîtres, soit par acquisition ou par affermage, si ce n'est pas par simple expropriation. La FAO estime qu'entre 2008 et 2009, plus de 40 millions d'hectares de terres agricoles ont changé de mains dans les pays du Sud. Par malheur, ce sont presque toujours les dirigeants des pays les plus pauvres, incapables souvent d'assurer la nourriture de leur population, qui succombent à la tentation de l'argent facile. Il existe donc une réelle compétition entre riches et pauvres. Qui gagnera ce combat si aucune mesure de régularisation et de rééquilibrage politique et économique n'est prise? Poser la question c'est donner la réponse, hélas.

Et puis le problème de notre approvisionnement à long terme en énergie est venu envenimer les choses. Les ressources pétrolières s'épuisent peu à peu, alors que la croissance économique induit fatalement des besoins accrus, l'idée lumineuse de valoriser le potentiel énergétique de la masse végétale a fait son chemin. Tout est devenu bon pour faire rouler nos voitures et pour emballer nos emplettes : céréales, bois et tout déchet végétal apte à se substituer au pétrole. Voici donc un compétiteur extrêmement redoutable, d'autant plus qu'il est soutenu par le puissant lobby de l'agrobusiness. Étant donné que près d'un milliard de personnes souffrent de la faim dans le monde, ce mode de faire devrait être prohibé bien sûr, mais quelle autorité s'y aventurerait?

Et enfin, faut-il le rappeler, il est avéré que les changements climatiques que nous subissons actuellement accentuent manifestement les incidents météorologiques extrêmes et affaiblissent les zones dont les sols sont déjà fragiles, proches des déserts qui progressent

constamment, au détriment de l'aire agricole cultivable.

Que dire enfin des comportements alimentaires qui évoluent au gré de la croissance économique et qui influent, eux aussi, les besoins en terres? Car il est avéré que lorsque le pouvoir d'achat du consommateur prend l'ascenseur il se détourne volontiers des légumes relativement bon marché pour manger plus de viande, un aliment dont le taux de transformation en calories ingurgitées par les animaux est extrêmement défavorable. Conséquence logique: en mangeant plus de viande, nous consommons plus de terre! En pensant aux populations des pays émergents dont le niveau de vie s'améliore, même s'il faut s'en réjouir, on imagine sans peine l'effet multiplicateur du phénomène.

Et puis, du moins en Suisse, et outre le béton et le bitume, la forêt aussi est devenue un concurrent de l'agriculture. Son aire est aujourd'hui extrêmement bien protégée par une législation née aux temps des grandes séries d'avalanches en nos montagnes et de la surexploitation du bois. Gageons cependant que bientôt un assouplissement de la loi rendra la forêt de nouveau plus fragile. Le problème réside plutôt dans le fait que l'extension de l'aire forestière se situe presque exclusivement en région de montagne, région qui intéresse relativement peu les promoteurs immobiliers, le secteur touristique excepté.

Oui, il est grand temps de protéger la terre, pas seulement en Suisse mais partout dans le monde. Nous devons impérativement sauvegarder nos terres agricoles et les réserver prioritairement à la production de cette nourriture dont nul ne peut se priver. Et même si probablement la population mondiale atteindra

tôt ou tard un pic, la compétition pour l'usage du sol est telle que des mesures protectrices sont plus qu'urgentes. Et je suis persuadé que pour y sensibiliser les citoyens de notre pays, l'adoption et la mise en œuvre du principe de la souveraineté alimentaire est certainement le plus adéquat. Susciter un débat public afin d'éveiller la conscience de la société civile au problème de plus en plus lancinant de la nourriture des populations de notre monde. Et, soit dit en passant, ce ne sont pas les OGM qui nous sauveront, comme d'aucuns le prétendent. Le taux d'autarcie alimentaire brut de la Suisse se situe à 60%. Mais lorsqu'on prend en compte les fourrages importés, il n'est que de 54%, donc guère plus que la moitié de nos besoins. Nous avons un outil pour agir, c'est la Loi fédérale sur l'aménagement du territoire. Il faut la réviser, d'urgence. Nous devons bannir les zones dites «villas» (mais, oui!). Impérativement, car il s'agit là d'un gaspillage de terre totalement irresponsable. Bâtir en hauteur, densifier la ville, privilégier les transports publics. Et il faut, enfin, garantir la préservation des terres agricoles. A cet égard, il n'est pas inutile de rappeler qu'il existe, depuis 1992, un «Plan sectoriel des surfaces d'assolement (SDA)», en vertu duquel chaque canton doit garantir libre de toute construction une surface minimale d'assolement. Celui de canton de Genève, pour ne citer que celui-là, est 8'400 ha. Est-ce que ce quota est toujours respecté?

Oui, Madame Leuthard, le temps n'est plus aux cris d'orfraie, il est temps de réfléchir à la croissance de notre société et il est grand temps d'agir en matière d'aménagement du territoire!

Willy Streckeisen



## Référendum contre le déclassement de la Plaine de l'Aire

C'est en tracteur que, le 10 novembre dernier, les différentes organisations regroupées dans l'association «De l'Aire» sont venues remettre les quelque 15'000 signatures du référendum contre le déclassement de la Plaine de l'Aire (Cherpines-Charrotons) à Genève.

Ce succès remarquable (la loi genevoise imposant la récolte de 7'000 signatures en 40 jours) témoigne de

l'intérêt des Genevois pour leur terre, malgré la pression démographique et le chantage au logement des promoteurs de ce déclassement.

Cependant, la votation, qui se tiendra le 15 mai 2011 est loin d'être gagnée. En effet, une coalition comprenant les partis bourgeois et le parti socialiste agite l'épouvantail de la hausse des loyers et de la crise du logement pour inciter les citoyens à accepter un déclassement qui servirait surtout les intérêts des promoteurs et des industriels.

En examinant sereinement les faits, on constate en effet que: la Plaine de l'Aire, seule vraie plaine alluviale du canton, est historiquement le berceau du maraîchage genevois. Cela est évidemment dû à la qualité inégalable de ses sols, qui peuvent donc être considérés comme un part importante du patrimoine cantonal. Au cours des décennies, les

légumes ont successivement été chassés de Plainpalais, de la Praille et des Palettes. Aujourd'hui, cette logique de grignotage se poursuit.

Encore deux kilomètres et la Plaine de l'Aire sera entièrement bétonnée...

Les promoteurs du projets mettent en avant le besoin de logements. Nous ne le contestons pas, mais constatons que le quart de la zone déclassée deviendra industrielle – quand bien même les zones industrielles actuelles sont loin d'être saturées. Une part importante sera transformée en terrains et salles de sport prestigieux – un golf est même envisagé et, pour couronner le tout, plus de 7'000 places de parking sont prévues, peu adéquates pour favoriser la mobilité douce dans une région déjà saturée par le trafic automobile.

Les logements? Mark Müller en prévoyait 2'000 il y a une année, le

mandat d'études parallèles des communes de Plan-les-Ouates et Confignon fixait l'objectif à 2'500 et ce n'est que sous la pression des référendaires que le chiffre de 3'000 a dernièrement – et sans aucune garantie – été articulé. Quoi qu'il en soit, c'est un chiffre très faible, que ce soit en regard de la taille de la zone (580'000 m<sup>2</sup>) ou de la croissance démographique genevoise. En effet, à ce rythme, il faudrait déclasser 50ha chaque année pour absorber cette croissance, ce qui n'est évidemment pas durable...

Dans ce contexte, les référendaires présentent les demandes suivantes: la promotion de l'agriculture de proximité et de qualité doit passer du stade de pieuse intention à celui de la réalisation concrète. Il est aberrant d'annoncer son désir de promouvoir le développement durable tout en sacrifiant ses meilleures terres. ...lire la suite en page 8 ...

17 AVRIL: JOURNÉE INTERNATIONALE DES LUTTES PAYSANNES

# Enterrons le système alimentaire agro-industriel! L'agriculture paysanne peut nourrir le monde!



**Le 17 avril est une journée spéciale.**

A travers le monde, nombreux sont celles et ceux qui se mobilisent pour soutenir les paysans, les paysannes et les ruraux dans leur lutte pour survivre et continuer de nourrir le monde. Cette journée commémore la mort de 19 paysans du Brésil qui furent assassinés alors qu'ils luttèrent pour leur terre et leur dignité.

Chaque année, plus d'une centaine d'actions et d'événements ont lieu à travers le monde pour défendre un nouveau système alimentaire fondé sur la souveraineté alimentaire, la justice et l'égalité.

Où que vous soyez, qui que vous soyez, vous êtes invité(e)s à vous joindre à la célébration: organisez une action, une mobilisation, un marché, une projection de film, une exposition de photos, un débat, une fête, un programme spécial de radio, de télé...

**Rejoignez-nous**

En perdant définitivement chaque seconde 1m<sup>2</sup> de terres agricoles, le territoire helvétique se résigne à perdre son patrimoine le plus précieux.

A Genève, plaque tournante du négoce international de denrées alimentaires, l'urbanisation est galopante, la spéculation foncière gangrène le territoire. De vastes zones productives sont en voie d'être déclassées alors que rien n'a encore été bâti sur ce qui a déjà été déclassé.

La disparition forcée de paysannes et de paysans, ainsi que la perte de notre autonomie alimentaire doit nous faire réagir.

A l'occasion de la journée internationale des luttes paysannes, le 17 avril, nous invitons tout le monde à venir participer à la récupération d'une terre laissée à l'abandon tout en échangeant des savoirs paysans et discuter de moyens d'échanges locaux.

Venez construire, semer, planter, manger, boire et discuter autour d'une action politique et festive.

**Rendez-vous à 11H00, dimanche 17 avril 2011 à Genève. Arrêt du bus TPG 23 «ZIPO»**

proposons à l'État et aux communes de transformer la Plaine de l'Aire en pépinière d'initiatives agricoles et environnementales relatives à l'ESS. On pense évidemment à la création de coopératives agricoles – celles qui existent actuellement connaissant un tel succès que leur liste d'attente s'allonge – mais on peut également imaginer d'autres activités de formation ou de loisirs en relation avec la nature. Sur place, on trouve déjà la Coopérative «Le Jardin des Charrotons» et le manège de «La Gavotte», qui correspondent à ces critères.

Mais avant cela, il faudra mener campagne et convaincre la population que renoncer à se nourrir par soi-même contribue à la fois à intensifier la crise alimentaire mondiale et fait courir à moyen terme un risque majeur aux Genevois.

*Julien Nicolet*

Via Campesina

**JOURNÉE INTERNATIONALE  
DES LUTTES PAYSANNES  
INTERNATIONALER KAMPFTAG  
DER BÄUERINNEN & BAUERN  
17. AVRIL/APRIL 2011**

**ouest**  
**GENÈVE**  
11:00h  
ARRÊT «ZIPO» BUS TPG 23  
EMMENE TA HOUE ET  
DES PLANTONS

**osten**  
**WINTERTHUR**  
11:00h  
OBERER GRABEN  
MIT HÄCKE  
UND SETZLINGEN

INFORMATIONEN SUPPLEMENTÄRES VOIR  
MEHR INFOS UNTER  
**UNITERRE.CH**

## Agenda

**28. März, 20h:** Podiumsdiskussion, Strickhof Wülflingen, Winterthur. Ernährungssouveränität was bedeutet das für die Agrarpolitik?»

**30. März, 20h:** Frühling der Bauern und Bäuerinnen! Einladung Informationsveranstaltung Uniterre, BZ Wallierhof Riedholz.

**30 mars:** Assemblée générale Uniterre-Fribourg, 20h restaurant de la Parqueterie à Mézières (FR)

**4 avril:**  
**Manifestation Berne**

**7 avril de 13h -16h30** à Posieux: l'OFAG présentera la politique agricole 2014-17 en vue de la consultation

**8 April, 13h bis 16h30:** Reckenholz AP 2014-2017

**12 avril:** 2<sup>ème</sup> séance plate-forme souveraineté alimentaire, Berne

**15 avril de 14h à 16h:** Parc Kleine Schanze, Berne: action et restitution pétition contre la privatisation des semences

**17 avril:** journée internationale des luttes paysanne. Actions décentralisées à Zurich et Genève

Mise à jour et plus d'infos sur [www.uniterre.ch/Actualites/agenda](http://www.uniterre.ch/Actualites/agenda).